



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

politique et réglementation

Question au Gouvernement n° 247

Texte de la question

COMPÉTITIVITÉ

M. le président. La parole est à Mme Sandrine Hurel, pour le groupe socialiste, républicain et citoyen.

Mme Sandrine Hurel. Monsieur le ministre du redressement productif, depuis six mois, vous êtes mobilisé chaque instant, autour du Premier Ministre, pour sauver, redresser et développer l'industrie française. Votre détermination est d'autant plus nécessaire que le bilan du précédent gouvernement en la matière est accablant : le déficit commercial a atteint un niveau record de 70 milliards d'euros ; 750 000 emplois industriels ont été détruits en dix ans ; la part de notre industrie dans la valeur ajoutée a chuté de 18 % à 12 % et la France a compté en cinq ans un million de chômeurs de plus.

Les plans sociaux, dissimulés sous le tapis de l'aveu même de l'ancien Premier ministre, laissent plusieurs centaines de salariés et leurs familles, dans l'incertitude quant à leur avenir.

Il suffit de lire le rapport Gallois, véritable réquisitoire contre la politique industrielle menée par les gouvernements de droite, mesdames, messieurs de l'opposition, pour se rendre compte de l'état extrêmement préoccupant de la situation de l'industrie française. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe SRC.*)

Comble de l'ironie, la droite, qui prétend nous donner des leçons, se félicite d'un rapport qui fustige son bilan et brocarde son inaction ! C'est la droite qui avait intérêt à ce que le rapport Gallois soit enterré.

Depuis dix ans, notre compétitivité industrielle régresse, signe d'une perte de compétitivité globale de notre économie, ce qui déséquilibre nos finances publiques et fragilise notre protection sociale.

Vous vous êtes engagé, monsieur le ministre, en faveur de l'emploi et du redressement productif de la France avec notamment la mise en oeuvre de 150 000 emplois d'avenir, 500 000 contrats de génération et la création de la banque publique d'investissement pour soutenir nos entreprises. (*Exclamations sur les bancs des groupes UMP et UDI.*)

Monsieur le ministre, j'ai eu le plaisir, en septembre dernier, de vous recevoir ("*Ah !*" sur les bancs du groupe UMP), avec mon collègue Guillaume Bachelay, à l'usine Renault de Cléon pour conforter les orientations industrielles de cette grande entreprise en Seine-Maritime. Hier, le président de Renault et le président de la région Haute-Normandie et vous-même avez signé un accord pour relancer la marque Alpine sur le site industriel de Dieppe.

Voilà autant d'exemples concrets de votre politique.

M. le président. La parole est à M. le ministre du redressement productif.

M. Arnaud Montebourg, *ministre du redressement productif*. Vous avez raison, madame la députée, les enjeux de la reconstruction de notre industrie en France nécessitent la mobilisation partout de tous en même temps : des organisations syndicales, du patronat, des collectivités locales, du Gouvernement, de la droite et de la gauche. Tout le monde doit travailler à cette reconstruction.

M. Michel Lefait. Bravo !

M. Arnaud Montebourg, *ministre*. Nous le faisons là où nous perdons des savoir-faire industriels : Petroplus comme Florange, nous nous battons pour aller chercher des repreneurs. C'est une lutte d'ampleur et de nécessité nationale. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe SRC.*)

Il faut faire encore plus, car le rapport de Louis Gallois, qui devrait être lu dans toutes les chaumières de France, emploie les mots qu'il faut : " côte d'alerte ", " atteinte ", " décrochage industriel ", " situation d'urgence ", " drame

industriel ", " climat de méfiance ". C'est finalement la peinture des dix années qui viennent de s'écouler de laisser-faire et de ne rien faire en matière industrielle - il y a des responsables à cela. (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC, écologiste et RRDP.*)

Maintenant, il faut prendre le taureau par les cornes. Dans la mondialisation déloyale que le Président de la République vient de condamner à Vientiane au Laos, nous n'avons pas l'intention de nous laisser faire et de ne pas nous organiser. Nous n'avons pas vocation à toujours encaisser les buts pour n'en jamais mettre dans le camp de l'économie, de la croissance et de l'emploi. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

Alors, oui, les propositions issues du rapport Gallois présentées par M. le Premier ministre, sous son arbitrage et autorité, sont courageuses et difficiles. Elles apportent de l'oxygène aux entreprises, surtout, elles impliquent des contreparties. Nous défendons, c'est vrai, le donnant-donnant. L'argent que la nation met dans les entreprises, nous voulons le connaître et vérifier son usage. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

Données clés

Auteur : [Mme Sandrine Hurel](#)

Circonscription : Seine-Maritime (6^e circonscription) - Socialiste, républicain et citoyen

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 247

Rubrique : Entreprises

Ministère interrogé : Redressement productif

Ministère attributaire : Redressement productif

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [7 novembre 2012](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [7 novembre 2012](#)